



ETHIQUE et SANTE PUBLIQUE

Virginie Halley des Fontaines
UPMC Paris 6

V. H. des Fontaines, Psychomotricité

MORALE ou ETHIQUE ?

1. La morale est la théorie de l'action humaine en tant qu'elle est soumise au devoir et a pour but le bien
2. Ensemble des règles de conduite considérées comme bonne de manière absolue
3. Ensemble des règles de conduite découlant d'une conception de la morale

in Le Petit Robert (1995)

Quelques définitions...

ETHIQUE : science de la morale, art de diriger la conduite

BIOETHIQUE : science qui étudie les problèmes moraux posés par la recherche sur le vivant

DEONTOLOGIE : ensemble des devoirs qu'impose à des professionnels l'exercice de leur métier

Le Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé

Créé en 1983

**Depuis la loi du 6 août 2004,
il a pour mission est de**

"donner des avis sur les problèmes éthiques et les questions de société soulevés par les progrès de la connaissance dans les domaines de la biologie, de la médecine et de la santé".

**Comité consultatif national d'éthique pour les sciences de
la vie et de la santé**

71, rue Saint-Dominique 75007 PARIS

FRANCE

Téléphone : 33 01 44 42 48 52/53

Télécopie : 33 01 44 42 48 48

Email : contact@comite-ethique.fr



Loi relative à la bioéthique du 6 août 2004.

Outre les éléments constitutifs des lois dites de "bioéthique" du 29 juillet 1994 qu'il reprend, complète et amende, ce texte de loi s'enrichit d'un chapitre intitulé : *éthique et biomédecine*. Ce dernier est constitué de deux parties, l'une concernant le Comité consultatif national d'éthique, l'autre concernant la création d'espaces de réflexion éthique sur les questions éthiques dans le domaine de la santé.

L'arrêt Perruche pris par la Cour de cassation en novembre 2000

- ✓ a suscité des débats et réactions contradictoires dans la communauté médicale, chez les juristes, au sein des associations de personnes handicapées : pour certains, accepter la logique de l'arrêt était encourager un eugénisme de précaution. Pour d'autres, la décision de la Cour était une décision à caractère humanitaire mettant l'enfant handicapé à l'abri des aléas financiers.

La loi du 4 mars 2002 citée dans l'arrêt Perruche

"Nul ne peut se prévaloir d'un préjudice du seul fait de sa naissance" semble avoir tranché ; elle renvoie à la solidarité nationale pour le préjudice matériel et le surcroît de charges découlant du handicap de l'enfant tout au long de sa vie.

la stérilisation chez les personnes handicapées mentales

a été pratiquée largement dans tous les pays, particulièrement dans la première moitié du 20ème siècle, rappelle un rapport du Comité national d'éthique de 1996.

La stérilisation faisait partie d'une panoplie de mesures visant à réduire le nombre de personnes inaptes dans la population.

Toutes les formes de contraception réversibles ou non doivent se faire par consentement libre et éclairé, rappelle ce même rapport.

la maltraitance des personnes handicapées

"La Loi du 2 janvier 2002 relative à l'action sociale et médico-sociale a permis quelques avancées en matière de moyens pour prévenir tout acte de maltraitance des personnes handicapées et notamment des enfants.

une "exception d'euthanasie" ?

Pour prendre en compte des cas de "détresse lorsque tout espoir thérapeutique est vain et que la souffrance est insupportable", le Comité consultatif national d'éthique a recommandé en janvier 2000 la reconnaissance par la loi

Après la mort du jeune Vincent Humbert a été créée une mission d'information sur l'accompagnement de fin de vie (débat en cours à l'Assemblée Nationale)

La santé publique ?

- ✓ Une préoccupation pour la santé de tous : un regard porté sur les inégalités de santé
- ✓ Une vie favorable à la santé : l'étude des déterminants de la santé
- ✓ Un principe d'organisation sociale : règlements, institutions, financements
- ✓ Des tâches spécifiques : protection, vigilance, prévention

Ethique et santé publique

Convenance personnelle et intérêt commun

Injonction, obligation, incitation

Protection, assistance, solidarité

Experts et décideurs

Plusieurs regards sur la santé publique...
plusieurs représentations de la santé et de
ses déterminants...

La voix des malades, des soignants, des
médecins, des chercheurs, des financeurs, des
décideurs politiques, des analystes de la vie
politique et sociale, des médias et de
l'opinion toute entière...

Les acteurs de la santé publique

De nombreuses professions sont concernées :
professions médicales, soignantes, sociales,
mais aussi éducatives (les métiers du secteur
des services)

Elles ont le devoir de mesurer, dénombrer,
évaluer, argumenter...

« *De la mesure avant toute chose... »* »

Des outils de mesure exemplaires...
des instruments d'observation ,
d'analyse et d'aide à la décision

Les indicateurs

Une conception éthique de l'enquête en santé publique ?

Lors de la définition des objectifs

Dans le choix des indicateurs d'évaluation

Dans le mode de recherche d'informations

Dans la manière de dénombrer les ressources ou de repérer des obstacles

Difficultés méthodologiques...

le choix des catégories

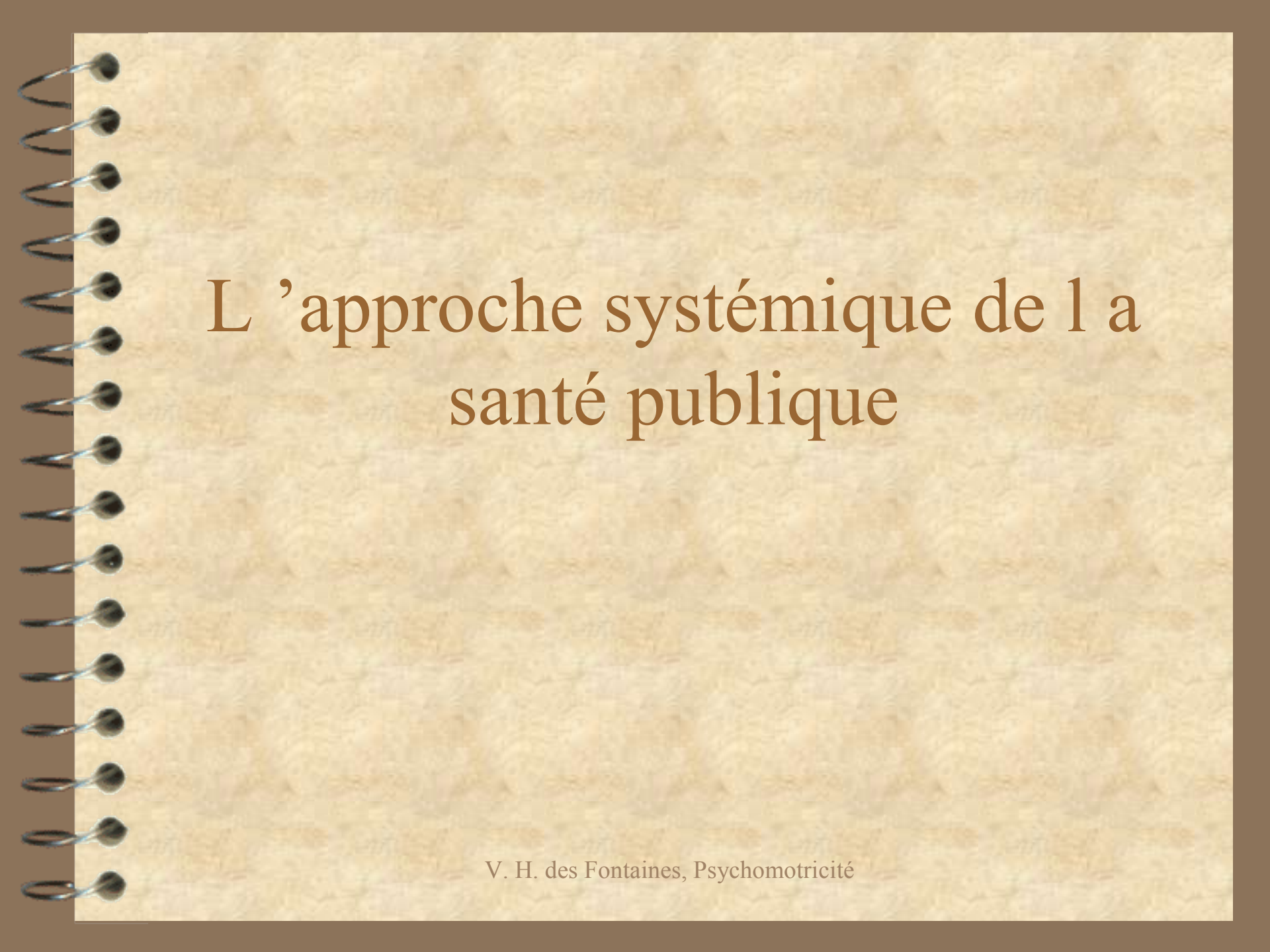
les modes de recueil :

les biais de recrutement, de mesure,
de traitement des information

Le passage des données individuelles

aux informations collectives,

mais aussi l'artifice des présentations...

The background of the slide is a spiral-bound notebook with a light beige, textured paper cover. The spiral binding is visible on the left side. The text is centered on the page.

L 'approche systémique de l a santé publique

V. H. des Fontaines, Psychomotricité

Réhabilitation des variables sociales souvent sous estimées...

Dans l'étude des états de santé d'une population, savoir aussi mesurer :


- les déterminants sociaux de la santé
- les inégalités sociales de santé
- l'impact de la discrimination dans l'accès aux services de santé

Une "culture sanitaire" ?

- ✓ Une entreprise normative : perdez du poids, arrêtez de fumer, évitez le cholestérol, faites de l'exercice, portez votre casque à vélo, pratiquez une sexualité sécuritaire
- ✓ ou
- ✓ Une implication des citoyens dans la construction d'une société et d'un environnement sain en soutenant des politiques et des réglementations

une nouvelle moralité ?

la gestion individuelle et collective des «facteurs de risque» et l'engagement collectif à promouvoir les saines habitudes de vie, deviennent de nouveaux lieux de définition de normes et de règles



en guise de conclusion,
d'interrogations et d'"éthique de
la discussion".....

Entrer dans le débat éthique de la santé publique, c'est s'intéresser

1. à l'autonomie du citoyen
2. à la culpabilisation de la victime,
3. à la persuasion et la coercition qui accompagnent certaines interventions de promotion et de protection de la santé
4. aux conséquences négatives imprévues en termes d'étiquetage, de discrimination et de stigmatisation sociale qu'entraîne parfois l'approche par population cible
5. à l'injustice dans la répartition des ressources préventives ou dans l'exposition aux facteurs et conditions de vie à risque

Entrer dans le débat éthique de la santé publique, c'est aussi s'intéresser à

1. l'action en condition d'incertitude épidémiologique
2. à la spécificité de la recherche en santé publique
3. à l'insensibilité des programmes d'intervention à la réalité multiculturelle
4. à la redéfinition de la hiérarchie des valeurs et au processus de moralisation inhérent à l'intervention normative